

Ottawa

Pièce 879, Édifice de la Confédération
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Tél. : 613-992-6779
Télec. : 613-995-8461



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Ottawa

Room 879, Confederation Building
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Tel.: 613-992-6779
Fax: 613-995-8461

Circonscription

1001, boulevard Maisonneuve est, suite 507
Montréal (Québec) H2L 4P9
Tél. : 514-522-1339
Télec. : 514-522-9899

Hélène Laverdière

Députée / Member of Parliament
Laurier—Sainte-Marie
helene.laverdiere@parl.gc.ca

Constituency

1001 Maisonneuve Blvd East, suite 507
Montréal, Quebec H2L 4P9
Tel.: 514-522-1339
Fax: 514-522-9899

Le 11 janvier 2019

L'honorable Chrystia Freeland
Ministre des Affaires étrangères
Affaires mondiales Canada

Objet : Cameroun

Madame la Ministre,

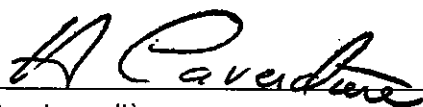
Plusieurs Canadiens ont communiqué avec nos bureaux pour nous faire part de leurs préoccupations concernant les tensions croissantes entre les populations anglophone et francophone du Cameroun.

Le Cameroun est toujours en pleine crise politique. Comme vous le savez, en 2017, le président Biya, qui est en place depuis 1982, a limité les droits des Camerounais anglophones. Selon les rapports des Nations Unies, plus de 430 000 personnes ont été déplacées de force et 42 500 enfants ne vont toujours pas à l'école à cause de cette crise. Des rapports indiquent que des assassinats et des enlèvements ont été perpétrés tant par des membres du gouvernement que par des groupes séparatistes. Des responsables gouvernementaux auraient également arrêté et détenu arbitrairement des défenseurs anglophones des droits de la personne.

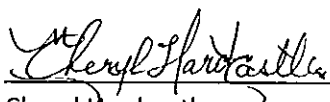
Cette situation met en péril les droits de la personne de tous les Camerounais. Ayant les deux mêmes langues officielles que le Cameroun, le Canada est bien placé pour jouer un rôle fort et constructif en encourageant le respect des droits de la personne, y compris les droits linguistiques, au Cameroun. Le Canada possède également une expérience en matière de prévention des conflits et de médiation qui pourrait être utile pour résoudre ce conflit. Pourtant, cette question a été négligée par votre gouvernement, alors que le nombre de Camerounais déplacés ne cesse d'augmenter. Nous vous exhortons à travailler avec vos homologues camerounais pour mettre fin à ces violations des droits de la personne et faire en sorte que les personnes déplacées puissent rentrer chez elles et que leurs enfants puissent retourner à l'école.

Nous demandons respectueusement une mise à jour sur la position du Canada à l'égard du Cameroun et sur tout effort entrepris pour régler la situation des droits de la personne dans ce pays.

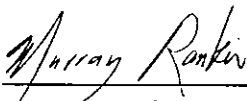
Nous vous remercions de l'attention immédiate que vous porterez à cette demande.



Hélène Laverdière
Porte-parole du NPD pour les affaires étrangères



Cheryl Hardcastle
Porte-parole du NPD pour les droits internationaux de la personne



Murray Rankin
Leader adjoint du NPD à la Chambre et porte-parole pour la justice